

Pau, le 17 mars 2023

ARRETE N°AP-2023-0102

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.412-30 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 16 janvier 1986 réglementant le régime de priorité au carrefour giratoire formé par le boulevard Champetier de Ribes, le boulevard Édouard Herriot, l'avenue Jean Mermoz, le boulevard d'Alsace Lorraine, et l'avenue de la Résistance.

Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;

Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité au carrefour giratoire formé par le boulevard Champetier de Ribes, le boulevard Édouard Herriot, l'avenue Jean Mermoz, le boulevard d'Alsace Lorraine, et l'avenue de la Résistance ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores au carrefour giratoire formé par le boulevard Champetier de Ribes, le boulevard Édouard Herriot, l'avenue Jean Mermoz, le boulevard d'Alsace Lorraine, et l'avenue de la Résistance.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les usagers circulant sur le boulevard Champetier de Ribes, le boulevard Édouard Herriot, l'avenue Jean Mermoz, le boulevard d'Alsace Lorraine, et l'avenue de la Résistance doivent céder la priorité aux véhicules circulant sur le rond-point du Souvenir Français.


**ARTICLE 2** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 3** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.

**30 MARS 2023**

  
Clarisse JOHNSON-LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire